

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 05/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LR ETANCO**

ZI du Clos Reine  
78410 Aubergenville

Code AIOT : 0006503152

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement LR ETANCO implanté ZI du Clos Reine 78410 Aubergenville. L'inspection a été annoncée le 28/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à la précédente inspection datée du 29/01/2021, durant laquelle il avait été relevé une non-conformité relative au stockage de peinture liquide inflammable dans l'atelier principal de l'usine.

Cette inspection a également permis de contrôler les rejets aqueux et atmosphériques de l'établissement, ainsi que de faire un point sur sa situation administrative et sur les évolutions à apporter concernant les quantités déclarées pour certaines rubriques de la nomenclature. A ce titre, l'exploitant s'est engagé à transmettre un porter-à-connaissance (PAC) courant 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LR ETANCO
- ZI du Clos Reine 78410 Aubergenville
- Code AIOT : 0006503152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LR ETANCO est spécialisée dans la fabrication de vis et de systèmes de fixations pour les

enveloppes du bâtiment.

Le nom de l'entreprise vient de "ETANchéité + COuverture ." Le groupe a été racheté en 2022 par l'entreprise SIMSPON Strong Tie. Leurs clients sont des professionnels. Entre 80 et 100 tonnes de marchandises sortent quotidiennement du site.

L'entreprise exploite également un entrepôt de stockage sur le territoire de la commune d'Aubergenville. Il convient de préciser que cet entrepôt n'est pas connexe avec l'usine de fabrication de vis et de fixations dont le présent rapport d'inspection fait référence.

La société est enregistrée sous le régime de l'autorisation, notamment pour la rubrique 2552 (fonderie de métaux et alliages non ferreux) pour une capacité de production supérieure à 2 tonnes par jour. Elle exerce également des activités de traitement de surfaces, d'application de peintures, de transformation de polymères, etc.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données à l'inspection précédente (29/01/2021) :
  - à la non-conformité relevée : stocker l'intégralité des peintures au solvant dans le local dédié. Seul l'encours de production peut être dans l'atelier de production ;
  - à l'observation faite relative à la possibilité de renvoyer l'alarme de votre local de stockage de produits inflammables sur le système général ;
- la situation administrative de l'établissement ;
- la prévention de la pollution aqueuse ;
- la prévention de la pollution atmosphérique ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 1.2.1.	Lettre de suite préfectorale	4 mois
2	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.1.22	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.1.1.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Quantité de matières dangereuses présente dans les ateliers	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.5.2.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Dispositif d'alarme incendie	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.3.4.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Extincteur a proximité de la grenailleuse	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.2.5.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	déclaration des incidents à l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 2.5.1.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/09/15, article 7.4.1.V.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	procédure pour confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/09/15, article 7.5.5.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.2.2.	Lettre de suite préfectorale	4 mois
16	Vérification des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article Article 4.3.9.1.	Lettre de suite préfectorale	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
17	Numérotation/dénomination des conduits de rejets polluants atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.2.	Lettre de suite préfectorale	6 mois
18	Valeurs limites des concentrations de rejet des polluants atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
19	Etat cheminée du four pyrolyse	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 8.1.3.1. 3.2.1.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	état de la cheminée d'extraction du dégraissage lessiviel	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 8.1.3.1.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
21	Contenant de solvant ouvert dans l'atelier	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.1.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
22	plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
23	stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 5.1.3.	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	état du sol du local de stockage des produits inflammables	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.4.1IV	Sans objet
7	dispositif automatique d'extinction du local des produits inflammables	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.2.5.	Sans objet
10	consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.1.1.	Sans objet
14	localisation des points de rejets aqueux internes	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.3.5.1.	Sans objet
15	Fréquences surveillance rejets	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 9.2.3.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	aqueux		
18	Fréquences des mesures d'autosurveillance des rejets des polluants atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 9.2.1.1.	Sans objet
24	aire de stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 5.1.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne connaissance de son entreprise, procède aux travaux de modernisation de son exploitation selon un rythme adapté avec ses possibilités économiques. L'exploitant est bien organisé dans le classement de ses documents administratifs, et s'est appliqué à mettre à disposition de l'inspection les documents demandés lors de la visite. Le site est bien tenu et est propre.

Le principal enjeu du site en termes de sécurité est celui du risque incendie, en raison de plusieurs anomalies sur le système de détection, principalement concernant des détecteurs hors service rendant le dispositif d'alerte incendie partiellement hors service.

Concernant les travaux de mise en conformité dans sa gestion des eaux pluviales interceptées par le site, l'exploitant a entamé des travaux relatifs à la réalisation d'un bassin de rétention à ciel ouvert. Les travaux étaient en cours lors de cette visite d'inspection, le chantier est bien maîtrisé par l'exploitant. Toutefois l'inspection a rappelé à l'exploitant que ces travaux, qui n'ont pas été déclarés à l'inspection, auraient dû l'être avant leur mise en oeuvre. L'exploitant s'est toutefois montré honnête envers l'inspection en ne cachant pas les choses, et s'est montré volontaire pour remédier à ce manquement. Il s'est notamment engagé à transmettre en 2024 un rapport à connaissance détaillant les modifications réalisées à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 1.2.1.				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour rubriques				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2552	A	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux. La capacité de production étant : 1. Supérieure à 2 t/j	La capacité de production maximale est de 2 160 kg/ jour Tec Mir 2, 3, 4 et 5 : 30 000 pièces par équipe Tec Mir 6 : 60 000	2160 kg/j

			pièces par équipe	
<b>2564</b>	<b>A</b>	Nettoyage, dégraissage, décapage des surfaces (métaux, matières plastiques,...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume des cuves de traitement étant <b>1.</b> Supérieur à 1 500 litres	Utilisation de 6 bacs de Magnus X3, Xylan 5200, Perchloroéthylène, pour un volume total de 3430 litres	3 430 litres
<b>2560</b>	<b>E</b>	Métaux et alliages (travail mécanique des) <b>B.</b> Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : <b>1.</b> Supérieure à 1 000 kW ;	La puissance installée au niveau des ateliers annexes est égale à 1200 kW.	1200 kW
<b>2566</b>	<b>DC</b>	Métaux (décapage ou nettoyage des) par traitement thermique. <b>1.</b> La capacité du four étant : <b>b)</b> supérieure à 500 l mais inférieur ou égal à 2 000 l	Nettoyage des grilles métalliques par l'intermédiaire d'un four à pyrolyse ou d'une étuve. Le volume cumulé de ces dispositifs est supérieur à 1,8 m <sup>3</sup>	1,8 m <sup>3</sup>
<b>2575</b>	<b>D</b>	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Présence de : 5 grenailleuses et d'une sableuse pour une puissance installée de 31,33 kW.	31,33 kW
<b>2661</b>	<b>D</b>	Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) <b>1.</b> Par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.) la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : <b>c)</b> supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j	La quantité de granulés plastiques transformée par la société LRM Industries en 2012 était de : 379 435 kg  Soit 1 476 kg par jour sur 257 jours.	1476 kg/j
<b>2662</b>	<b>D</b>	Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : <b>3.</b> supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Activité LRM Industries La quantité maximale de granules de plastiques stockées est de 170 m <sup>3</sup>	170 m <sup>3</sup>
<b>2910</b>	<b>D</b>	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 <b>A.</b> Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du	Présence de : 3 chaudières et 4 générateurs d'air chaud pour une	4,3 MW

		fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec des gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	puissance totale de 4,3 MW	
2925	DC	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	La puissance de courant nécessaire à l'exploitation de l'atelier de charge est de 160 kW	160 kW
2940	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 10kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Pulvérisation de peinture liquide en cabine : 1 cabine manuelle 1 machine automatisée 1 machine (Tonneau) 2 fours étuves 3 700 kg de peintures consommées sur 250 jours d'activité soit de 14 kg/ Jour	3 700 kg
2940	DC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est : b) Supérieure à 20kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j	Application de peinture en poudre La quantité de peinture mise en œuvre est de : 101,6 kg/j	101,6 kg/j
1510	NC	Entrepôts couverts (stockage de matières produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m <sup>3</sup> ; 2. supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 300 000 m <sup>3</sup> ; 3. supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais	Le volume des deux entrepôts est respectivement de 27 950 et 26 000 m <sup>3</sup> Soit une capacité totale de stockage de  53 950 m <sup>3</sup> La quantité maximale de matières combustibles (emballages bois, cartons et plastiques) présentes au sein des deux entrepôts est inférieure à 300 t	53 950 m <sup>3</sup>

		inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>		
1530	NC	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exclusion des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieur à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20000 m <sup>3</sup>	La quantité de carton stocké pour le conditionnement des produits est de 800 m <sup>3</sup> .	800 m <sup>3</sup>
2565	NC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves étant : b) supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1 500 litres	Deux cuves de Deoxidine (composé à base d'acide phosphorique) pour le traitement des métaux	100 litres
4802	NC	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg ; b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.	Présence de pompes à chaleur et de groupes froid pour la climatisation des locaux et assèchement de l'air La quantité de fluide par appareil n'excède pas 10 kg (12,5 litres) La capacité cumulée des équipements frigorifiques contenant plus de 2 kg de fluide frigorifique est de : 27,502 kg	27,502 kg
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 3. la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Stockage de peintures liquides inflammables	< 10 t

#### Constats :

L'exploitant informe l'inspection qu'en raison de modifications de certaines de ses installations, des quantités et/ou des rubriques listées dans l'arrêté préfectoral (AP) du 24/09/2015, il

transmettra à l'inspection au cours de l'année 2024 un porter à connaissances (PAC).

L'inspection note en particulier les évolutions apportées aux rubriques suivantes :

- 2564 : réduction du volume (1500 litres), suppression de l'utilisation du Magnus X3 en 2018, utilisation du perchloroéthylène en circuit fermé avec safetainers ;
- 2560 : légère augmentation de la puissance suite au remplacement des machines ;
- 2575 : absence de machine de sablage, remplacement de petites grenailleuses par une de puissance plus importante ;
- 2662 : augmentation du volume, sans dépasser 1000m3 ;
- 2910 : la chaudière associée au conduit n°26 visé par l'arrêté va être démantelée, la chaudière du bâtiment F n'est pas encadrée par l'arrêté ;
- 2940 : remplacement de la peinture epoxy par de la peinture polyuréthane, diminution de la capacité journalière et du stockage ;
- 1510 : diminution des quantités stockées suite à la reprise de l'entrepôt situé dans la même rue ;
- 1530 : diminution du volume stocké ;
- 2565 : arrêt de l'activité suite à la suppression des deux cuves de Deoxidine ;
- 1185 (ex rubrique 4802) : légère augmentation tout en restant largement inférieur à 300kg ;
- 4331 : diminution du volume stocké (<1t).

L'inspection rappelle à l'exploitant que selon l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24/09/2015, « toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée **avant sa réalisation** à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Ainsi ce PAC permettra de mettre à jour :

- l'ensemble des activités réalisées sur le site
- l'ensemble des rubriques avec les quantités/puissances, etc. associées, et les seuils correspondants
- le remplacement de certaines machines (par exemple le changement de la grenailleuse en 2020)
- les informations concernant tous les rejets émis par l'exploitation (aqueux et atmosphériques)
- les informations concernant la gestion des eaux pluviales interceptées par le site, notamment la réalisation des bassins de rétention
- etc.

L'exploitant peut solliciter via ce PAC des aménagements aux prescriptions de son arrêté préfectoral du 24/09/15. Ces demandes doivent être argumentées.

A l'issue de l'instruction de ce PAC, s'il s'avère que les nouvelles activités ne sont plus cohérentes avec la situation administrative autorisée, l'inspection proposera à la signature de Monsieur le préfet un courrier préfectoral ou bien un arrêté de prescriptions complémentaires.

Conclusion : Des modifications ont été apportées au site sans avoir été préalablement portée à la connaissance du Préfet.

L'exploitant transmet à l'inspection ce porter-à-connaissance

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 4 mois

## N° 2 : état des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 71.22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inventaire des substances et mélanges dangereux

**Prescription contrôlée :**

Article 71.2

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

En salle, l'exploitant présente à l'inspection son inventaire des substances et mélanges dangereux détenus sur le site. L'état des stocks présenté consiste en une extraction (au 05/12/23) du logiciel SAP utilisé par l'exploitant, qui se présente sous forme de tableau. L'exploitant précise que les managers et les agents gérant les commandes et les stocks sont formés à l'utilisation du logiciel et y ont accès à tout moment et à l'extérieur de l'exploitation si besoin. L'équipe HSE n'est pas encore formée mais devrait l'être prochainement.

Cet état des stocks fait apparaître le nom du produit, le fournisseur, le code article, la quantité consommée depuis le début de l'année et la quantité stockée.

L'état des stocks ne mentionne pas encore les risques associés aux produits (phrases de risques). Le logiciel est en cours de mise à jour pour répondre aux exigences associées aux entrepôts relevant de la rubrique 1510, car il est également utilisé au niveau du second site de la société (l'entrepôt situé dans la même rue).

L'inspection remarque que cet état des stocks ne reprend pas tous les produits dangereux présents sur le site, notamment les peintures en poudre, certains produits combustibles et gazeux. L'exploitant informe alors l'inspection que l'inventaire physique complet des produits est réalisé 2 fois par an et que le prochain aura lieu la semaine du 11/12/23.

Afin de vérifier la cohérence de cet inventaire « virtuel » avec les produits réellement stockés sur le site, l'inspection choisit par échantillonnage deux produits répertoriés dans l'état des stocks : le Xylan 5200, et le Perchloroéthylène :

- Xylan 5200 : inventaire = 40 kg (hors cuve) et stocké = 60 litres (3 bidons de 20 litres) ;
- Perchloroéthylène : inventaire = 300 kg dans la cuve et stocké = une cuve de 300 litres et 10 safetainers à l'extérieur (dont la moitié vide 160 kg (5 bidons de 20 litres)).

Ensuite, afin de vérifier que l'exploitant respecte la réglementation en termes d'étiquetages, d'emballages, et de conditions de stockage, l'inspection vérifie les fiches de données de sécurité (FDS) relatives à deux produits, aussi choisis par échantillonnage : le xylan 5200 et le perchloroéthylène. L'inspection compare alors les données mentionnées sur ces FDS avec celles apposées sur les contenants de ces produits. L'inspection vérifie aussi les conditions de stockage de ces mêmes produits. L'inspection constate que les pictogrammes et mentions de dangers sont bien reprises sur les contenants, que les conditions de stockage (températures, local ventilé, etc.) sont respectées, et que les moyens d'extinctions mis en place à proximité de ces produits respectent les prescriptions des FDS.

En revanche l'inspection constate que sur la FDS du Xylan n'est pas indiqué le numéro REACH (règlement européen obligeant à recenser, évaluer et contrôler les substances chimiques fabriquées, importées et mises sur le marché européen), or ce numéro est obligatoire.

**Conclusion :**

l'exploitant a bien mis en place un inventaire / état des stocks des produits chimiques qu'il détient sur son site ; mais pour être complet, cet état des stocks doit également lister tous les produits dangereux qui sont entreposés sur le site, notamment les peintures en poudre, les produits combustibles et gazeux.

De plus cet état des stocks doit être à jour en ce qui concerne les quantités des produits réellement stockés, ce que n'a pas démontré le contrôle par échantillonnage de l'inspection (notamment au regard de la prise en compte des safetainers).

L'exploitant doit revoir sa méthode de mise à jour de son état des stocks virtuels en fonction des sorties et entrées de ses produits dans ses armoires de stockage.

Enfin, l'exploitant doit obtenir pour l'ensemble de ses produits les dernières versions de leur fiche de donnée de sécurité correspondantes, en s'assurant que les numéros REACH y sont bien indiqués.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : plan des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.1.1. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection deux plans ayant pour thème la sécurité de l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> <li>un plan représentant l'ensemble du site avec les zones recensées comme présentant des risques pouvant être à l'origine d'un sinistre,</li> <li>un plan représentant également le site dans son intégralité, détaillant les différents bâtiments, les bassins de stockage des eaux pluviales, etc.</li> </ul> Seules les zones ATEX ne sont pas représentées, par exemple le local de stockage des liquides inflammables n'est pas indiqué comme zone explosive sur aucun des deux plans.
<u>Conclusion :</u> L'exploitant dispose de deux plans qui conjointement satisfont aux prescriptions de l'article 7.1.1. de l'AP du 24/09/2015. L'exploitant doit y ajouter l'ensemble des zones identifiées comme ATEX, puis communiquer ces plans à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : état du sol du local de stockage des produits inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.4.1IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution chimique
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, la présence d'une grille dans le coin de la salle de stockage des produits inflammables avait été relevée. L'exploitant n'avait, à l'époque, pas connaissance de la destination des liquides qui s'écouleraient par cette grille.  L'inspection a pu constater cette fois-ci que la grille a été condamnée. Le sol de la salle était en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Quantité de matières dangereuses présente dans les ateliers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.5.2. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection précédente, il avait été relevé la présence de 500kg de peinture au niveau de la zone de production, notamment au sein de transtockeurs (armoires automatisées). Celui dédié aux peintures liquides était identifié comme ATEX, du fait des émanations de solvant.  L'inspection constate sur site que seul l'encours des peintures liquides est présent dans l'atelier de production. Les peintures liquides et poudres sont désormais stockées dans des locaux dédiés distincts. En revanche, dans le local de stockage des peintures en poudre, l'inspection constate la présence à l'étage de peintures liquides et d'un produit liquide nommé « Percontop » stockés dans les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• peinture liquide : 28 grands pots de 35 litres et 36 pots de 1 kg, soit environ 1016 kg</li><li>• Percontop : 11 cartons de 3 pots de 3,5 litres, soit environ 115 litres.</li></ul> <b>Conclusion :</b> L'inspection constate lors de sa visite du site que les matières dangereuses ou combustibles présentes dans les ateliers sont en quantité très réduite, ce qui correspond d'après l'exploitant à l'encours de production. Les peintures liquides sont bien stockées dans un local dédié, équipé de porte coupe-feux, et identifié ATEX. Toutefois, lors de sa visite du site, l'inspection a constaté dans le local de stockage des peintures poudre, la présence d'environ 1 tonne de produits inflammables (peintures liquides + solvant). L'exploitant doit les déplacer dans le local dédié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Dispositif d'alarme incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.3.4. Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant décrit à l'inspection le fonctionnement du système de détection incendie de l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"><li>• la détection alarme incendie (DAI) déclenche une alerte sur le système de sécurité incendie (S.S.I) du site, sur les téléphones du directeur de l'exploitation, sur celui du responsable hygiène sécurité environnement (HSE), sur celui du gardien, ainsi qu'au PC sécurité ;</li></ul>

- toutes les portes coupe-feux se ferment automatiquement
- hors période d'activité, le gardien, présent 24/24h et 7j/7, fait une levée de doute.
- l'exploitant précise que l'alarme n'est pas reportée chez les pompiers.

Concernant l'observation de la précédente inspection du 29/01/2021 relative à la possibilité donnée à l'exploitant de reporter l'alarme incendie du local de stockage de produits inflammables sur son système général, l'exploitant informe l'inspection que cela a été fait, la détection incendie de ce local est intégrée au DAI de l'ensemble du site.

Concernant les visites de maintenance des systèmes de détection et d'extinction incendie, l'exploitant apporte les informations suivantes :

- la fréquence de contrôle par un organisme extérieur du fonctionnement de la détection est semestrielle ;
- la fréquence de contrôle par un organisme extérieur du fonctionnement de l'extinction est annuelle.

Les résultats de ces contrôles SSI sont formalisés dans deux rapports qui correspondent aux deux parties Est et Ouest du site.

L'exploitant présente en salle les rapports datés du 14/10/23 de la société AG2S. Ces rapports relèvent plusieurs anomalies, notamment des détecteurs hors service et conclut que l'installation est partiellement hors service.

L'exploitant a lancé les démarches en vu de la rectification des anomalies. Selon le montant des devis, une validation par le groupe est à prévoir avant le lancement des travaux.

A noter que le système de détection, fait également l'objet de 2 nettoyages par an.

#### Conclusion :

Plusieurs anomalies importantes concernant la détection incendie ont été relevées par les derniers rapports d'octobre 2023 de l'entreprise spécialisée. Bien que l'exploitant affirme avoir lancé les démarches pour résoudre ces dysfonctionnements, il convient de procéder aux travaux nécessaires afin de remettre l'installation de détection incendie dans son parfait état de fonctionnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

### **N° 7 : dispositif automatique d'extinction du local des produits inflammables**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.2.5.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Article 7.2.5.

Le local de stockage des peintures et solvants est équipé d'un dispositif d'extinction automatique au CO2.

#### Constat lors de l'inspection du 29/01/21 :

« Lors de l'inspection, le système d'extinction automatique était en cours d'installation (présence des bouteilles de CO2 en cours de raccordement). Les bouteilles de CO2 sont placées dans une allée protégée des transpalettes par des barrières. »

#### **Constats :**

L'exploitant informe l'inspection que le dispositif d'extinction du local de stockage des produits inflammables – peintures liquides et solvants – précédemment constitué par un système d'extinction automatique au CO2 a été remplacé par un système d'extinction à poudre. L'inspection constate effectivement sur site la présence de 6 bonbonnes reliées entre elles

<p>permettant la production de poudre en cas de besoin.</p> <p>L'exploitant explique cette modification par le fait que la quantité de CO2 nécessaire pour étouffer un incendie qui viendrait à se déclarer dans le local de stockage risquait d'être insuffisante du fait du volume important du local ; aussi la poudre permettrait une meilleure efficacité pour éteindre un incendie.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Le local de stockage est bien équipé d'un système d'extinction automatique. L'exploitant a fait le choix de remplacer l'agent extincteur, le CO2, par de la poudre.</p> <p>L'exploitant aurait dû en informer l'inspection avant la réalisation de cette modification, comme le prévoit l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24/09/2015, « toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. ».</p> <p>L'exploitant intégrera cette modification dans son PAC (cf point N°1)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Extincteur à proximité de la grenailleuse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 7.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>[... ]312 extincteurs de divers type, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté l'absence de moyens d'extinctions, notamment d'extincteur, à proximité de la grenailleuse.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>l'exploitant met en place dans l'environnement immédiat de la grenailleuse les moyens de lutte et de protection incendie adaptés et s'assure qu'ils soient clairement identifiables et librement accessibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : déclaration des incidents à l'inspection des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 2.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les</p>

personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.  
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

A la demande de l'inspection, l'exploitant apporte des précisions concernant l'incendie survenu le 01/07/2021 : cet incendie de faible ampleur s'était déclaré dans un four électrique destiné au séchage de la peinture liquide précédemment pulvérisée sur les vis. La température du four avait été réglée par erreur à une valeur supérieure à la température d'inflammabilité des huiles (194°C) ce qui a conduit à leur inflammation. L'exploitant précise avoir rapidement éteint l'incendie, qui a été contenu dans le four. Aucun dégât connexe n'a eu lieu.

L'exploitant décrit les mesures prises pour éviter la survenue d'un incident similaire :

- fixation du seuil de température maximale à 180°C ;
- changement des huiles par des huiles dont le point éclair est plus élevé (294°C) ; ajout de sondes de régulation de température asservies à une sécurité coupant l'alimentation électrique en cas de montée en température trop importante.

L'inspection constate que la température relevée au droit du four P30 est de 189°C, supérieur au seuil maximum annoncé par l'exploitant.

**Conclusion :**

L'incendie qui s'est déclaré le 01/07/21 sur un four électrique a été de très faible ampleur, n'a pas occasionné de dégât sur d'autres outils de production et n'a pas causé de dommage sur l'environnement. Ces causes ont été bien identifiées par l'exploitant qui a mis en place des mesures protectrices afin d'éviter un autre incident.

L'inspection rappelle toutefois que conformément à l'article 2.5.1. de l'AP du 24/09/15, un rapport d'accident aurait dû être communiqué à l'inspection.

L'exploitant transmet ce rapport, qui détaillera notamment les mesures prises pour éviter qu'un accident similaire se reproduise.

Par ailleurs, la température affichée au droit du four P30 est supérieure au seuil maximal de température défini suite à l'incident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : rétention des eaux d'extinction d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/15, article 7.4.1.V.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la

<p>somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les dispositifs de rétention et de confinement font l'objet d'un contrôle annuel dont le résultat est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voici un bref rappel de l'historique concernant l'enjeu relatif au confinement des eaux d'extinction d'un potentiel incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ce sujet avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2016-37481 en date du 18/03/16, via lequel il était demandé à l'exploitant de respecter « les dispositions de l'article 7.4.1.V de l'arrêté préfectoral susvisé, en fournissant un dossier de mise en conformité des dispositifs de rétention avec échéancier de travaux à réaliser sous un délai de 18 mois » ;</li> <li>• lors de l'inspection du 17/10/18, il a été constaté que les travaux ont été réalisés et il a été demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de dimensionnement ;</li> <li>• le rapport d'inspection du 11/06/19 mentionne que l'exploitant était en contentieux avec l'entreprise ayant mis en place ses nouveaux réseaux pour malfaçons (au niveau des regards notamment). Ce rapport précise également que l'exploitant indique que le contrôle du dimensionnement du bassin se fera courant du mois de juillet 2019 par un bureau d'étude ;</li> <li>• le rapport d'inspection du 17/10/20 indique : « l'exploitant indique être en contentieux avec la société ayant réalisé les travaux et ne pas être en mesure de fournir un PV de fin de travaux. »</li> </ul> <p>Lors de l'inspection du 06/12/23, objet du présent rapport, l'exploitant informe l'inspection que les travaux de réalisation des bassins sont en cours, ce que l'inspection constate effectivement lors de sa visite du site. L'exploitant précise que les malfaçons ont engendré des infiltrations puis des fissures et percements du géotextile. Les travaux devraient être achevés en fin d'année 2023.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Suite à un contentieux avec l'entreprise qui a initialement entrepris les travaux de réalisation des ouvrages de gestion des eaux pluviales et des eaux incendie, les travaux ne sont pas encore terminés à la date de l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection l'avancée de ces travaux, avec un plan et un descriptif de ce qui a été réalisé à ce jour. Il transmet également la liste des ouvrages restant à réaliser et une date prévisionnelle de fin de travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : procédure pour confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/15, article 7.5.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux concernés et/ ou fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p>

<p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1, ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que les eaux d'extinction d'un potentiel incendie rejoindraient, via le réseau d'eaux pluviales, les bassins de rétention et de stockage à ciel ouvert -encore en travaux de réfection lors de l'inspection – et qu'elles y seront stockées et confinées. Pour cela, les pompes de relevage, qui ont pour but d'évacuer à débit régulé les eaux pluviales dans le réseau communal, doivent être mises à l'arrêt par intervention humaine.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>La mise à l'arrêt des pompes, lesquelles permettent le confinement des eaux d'extinction d'un incendie dans les bassins de rétention à ciel ouvert, n'est pas automatique en cas de survenue d'un incendie. Aussi l'exploitant doit mettre en place une procédure interne qui détaille la liste des actions à mener lors d'un accident de type incendie, notamment pour obturer les réseaux d'eaux pluviales afin que les eaux d'extinction ne rejoignent pas le réseau communal et restent confinées sur le site. L'exploitant doit indiquer par exemple dans ce document quelle vanne tourner, dans quel sens, quel bouton enclencher pour couper l'alimentation des pompes de relevage, où est situé ce bouton d'arrêt d'urgence, etc.</p> <p>D'une manière plus globale, l'exploitant intègre cette mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction dans ses actions régulières qu'il réalise pour tester la bonne mise en œuvre par les personnels des actions à réaliser dans la cadre de la procédure interne "consigne de sécurité".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 12 : consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours ou au confinement de la pollution, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Origine de la ressource : Réseau public</li> <li>- Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : Ville d'Aubergenville</li> <li>- Prélèvement maximal annuel (m3/an) : 2500</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'il dispose de 5 compteurs permettant de mesurer la quantité d'eau consommée par l'exploitation ; ces compteurs sont numérotés et répartis comme suit :</p>

- n°1 : un compteur à l'entrée du réseau « eau de ville »
- n°2 : un compteur sur le réseau général d'incendie
- n°3 : un compteur sur le réseau « eau de ville » alimentant le bâtiment C
- n°4 : un compteur sur le réseau « eau de ville » alimentant les bâtiments D, E et F
- n°5 : un compteur sur le réseau général d'incendie alimentant les bâtiments D, E et F.

Concernant le relevé des consommations, l'exploitant précise qu'il est réalisé chaque semaine, pour chacun des cinq compteurs, et que les consommations sont inscrites manuellement dans un registre. L'inspection demande à voir ce registre, puis note les valeurs suivantes relevées respectivement le 26/06/23 et le 04/12/23 :

Numéro du compteur	Relevé du 26/06/23 en m3	Relevé du 04/12/23 en m3
1	14869	15448
2	796	799
3	2998	3064
4	17004	17423
5	19	19

Ces relevés permettent à l'inspection de déterminer la consommation totale d'eau de l'établissement durant la période de fin juin à début décembre 2023, soit un peu plus de 5 mois de consommation : 1067 m<sup>3</sup>, ce qui correspond environ à une consommation de 2200 m<sup>3</sup> par an. L'exploitant ne dépasse donc a priori pas la consommation d'eau maximale annuelle autorisée par son arrêté préfectoral.

De plus, durant la visite du site, l'inspection a noté le relevé du compteur général n°1 : 15453 m<sup>3</sup>. Cela permet de constater que entre le 04/12/23 (date du dernier relevé noté sur le registre) et le 06/12/23 (date de l'inspection) la consommation totale de l'exploitation a été de 5 m<sup>3</sup>. Cela correspond à une consommation moyenne inférieure à 3 m<sup>3</sup> par jour, en-dessous donc de la consommation maximale autorisée par l'AP.

L'exploitant indique que l'eau de process est utilisée pour les opération de dégraissage, de filtration de la grenailleuse et pour le refroidissement (circuit fermé).

L'agence de l'eau a subventionné la société pour l'aider à réduire sa consommation et travailler sur de la substitution de produits aux alentours de l'année 2017.

#### Conclusion :

L'exploitation dispose bien de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces compteurs sont relevés hebdomadairement et leurs relevés montrent que la consommation totale du site ne dépasse pas le 2500 m<sup>3</sup> annuels, comme autorisés par l'arrêté préfectoral du 24/09/15.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 13 : plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

#### **Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des

disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)  
 les secteurs collectés et les réseaux associés  
 les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)  
 les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### Constats :

L'exploitant présente à l'inspection un plan, datant de 2018, qui représente le réseau de l'assainissement uniquement. N'apparaissent notamment pas sur ce plan l'ensemble des réseaux, les cinq disconnecteurs branchés au niveau des cinq compteurs correspondant aux cinq réseaux (cf point de contrôle précédent), les pompes de relevage, les points de rejets, le réseau de collecte et de confinement des eaux d'extinction d'un potentiel incendie, les bassins versants extérieurs mais interceptés néanmoins sur le site et donc qu'il convient de prendre en compte, etc.

A noter que les points de rejets (2 entrées et 5 sorties) sont visibles sur un autre plan présenté par l'exploitant.

L'exploitant précise que les ouvrages de gestion des eaux pluviales interceptées sur le site, notamment les bassins de rétention à ciel ouvert, étant en travaux lors de l'inspection, il est prévu de refaire un plan à jour qui intégrera ces modifications.

L'exploitant précise également que l'exploitation ne rejettera plus d'ici quelques mois aucune eau industrielle, et que donc le nouveau plan mis à jour devrait ne pas représenter le réseau récoltant ces eaux.

#### Conclusion :

Le plan des réseaux d'eaux dont dispose actuellement l'exploitant est incomplet. L'exploitant doit y ajouter tous les ouvrages, dispositifs, réseaux divers, bassins versants interceptés, etc. existants sur l'exploitation. Les modifications qui résulteront des travaux sur les ouvrages et réseaux des eaux pluviales, qui étaient en cours lors de l'inspection, devront être prises en compte dans ce plan. Les points de rejets des différents réseaux, ainsi que les points de contrôle/prélèvement destinés aux mesures d'auto-surveillance ou de surveillance doivent aussi y être représentés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 14 : localisation des points de rejets aqueux internes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.3.5.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux industrielles

#### Prescription contrôlée :

Point de rejet interne à l'établissement n° 1	Point d'évacuation du poste de dégraissage à la déoxydine
Nature des effluents	Eaux de dégraissage
Débit maximal journalier (m³/j)	0,5
Débit maximum horaire (m³/h)	0,1
Exutoire du rejet	Point de rejet n°2
Traitement avant rejet	Décantation des boues

Point de rejet interne à l'établissement n°2	Point d'évacuation des eaux de lavage du four pyrolyse
Nature des effluents	Eaux de lavage du four pyrolyse
Débit maximal journalier (m³/j)	0,5
Débit maximum horaire (m³/h)	0,1
Exutoire du rejet	Point de rejet n°2
Traitement avant rejet	Décantation des boues

#### Constats :

L'exploitant informe l'inspection de modifications déjà faites et à venir concernant ces deux points de rejets :

- pour le point de rejet n°1, les eaux et boues des procédés de dégraissage ne sont plus rejetées dans le réseau via ce point de rejet ; elles sont gérées comme des déchets, et envoyées en filière dédiée. Ce point de rejet n'a donc plus vocation à exister.
- pour le point de rejet n°2, qui correspond au rejet des eaux de lavage du four pyrolyse, celui-ci est amené aussi à disparaître en raison de l'abandon prochain de l'utilisation de ce four, étant donné qu'il n'est quasiment plus utilisé dans le process.

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que le contrôle de la qualité des eaux de ce point de rejet n°2 est réalisé au plus proche de l'exutoire, en sortie de four. Le four était à l'arrêt lors de cette visite.

A noter que l'exploitant a déclaré avoir prévu d'autres points de contrôle, notamment pour s'assurer de la qualité des eaux issues de l'école et du bâtiment logistiques voisins qui transitent par les réseaux du site. Cette spécificité devra être intégrée au PAC (cf point de contrôle n°1).

#### Conclusion :

L'exploitant a bien connaissance de ces deux points de rejets d'eaux industrielles. Ils sont les seuls exutoires d'eaux industrielles de l'exploitation. L'exploitant informe l'inspection qu'en raison de modifications de process, il n'y aura très prochainement plus aucune eau d'origine industrielle qui s'écoulera via ces deux points de rejets. Ils seront alors considérés comme abandonnés.

L'exploitant doit détailler dans son PAC (cf point de contrôle n°1) les modifications apportées dans ces process qui conduiront à l'absence totale d'écoulement d'eaux industrielles via ces deux points de rejets. Le devenir des ouvrages de pré-traitement des eaux doit également être indiqué dans le PAC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Fréquences surveillance rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 9.2.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance de la qualité des rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Point de rejets	Auto surveillance assurée par l'exploitant		Contrôle par un laboratoire agréé
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Périodicité de la mesure
EPP	Ponctuel sur un échantillon représentatif d'un épisode pluvieux représentatif	/	Annuelle
EI	Échantillon moyen représentatif	Mensuel (tous paramètres) Hebdomadaire (métaux) Quotidien (CN, Ct VI)	Trimestriel

**Constats :**

L'exploitant informe l'inspection procéder trimestriellement au contrôle de tous les paramètres des rejets aqueux.

L'exploitant précise que la dernière campagne de mesures de ses rejets aqueux s'est déroulée les 28 et 29/11/23.

Concernant la déclaration des paramètres mesurés dans l'outil GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), l'exploitant informe l'inspection n'avoir jamais été inscrit à cet outil. En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour la liste des paramètres qui sont rejetés dans ses eaux et qu'il devra mesurer ; de son côté l'inspection établit le cadre dans l'outil GIDAF afin que l'exploitant puisse sans attendre saisir les valeurs de ses mesures des paramètres de ses rejets aqueux tel que le prévoit l'AP.

**Conclusion :**

L'exploitant n'a jamais déclaré ses résultats d'autosurveillance de ses rejets aqueux industriels, en raison de l'inexistence du cadre dans l'outil de reportage dédié GIDAF. En conséquence l'inspection réalise ce cadre afin que l'exploitant puisse dès à présent saisir ses données d'autosurveillance. En outre, l'exploitant propose une mise à jour de la liste des paramètres des polluants rejetés dans ses eaux industrielles. Il les mentionnera dans son PAC qu'il doit transmettre à l'inspection courant 2024 (cf. point de contrôle n°1). Lors de l'instruction de ce PAC, l'inspection mettra à jour le cas échéant le cadre GIDAF avec les paramètres mis à jour par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Vérification des valeurs limites**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 4.3.9.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, qualité des eaux avant rejets vers STEP

**Prescription contrôlée :**

Eaux industrielles (E1) en sortie du point d'évacuation des eaux de lavage du four pyrolyse :

Paramètre <sup>(1)</sup>	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier ou flux maximal spécifique (g/j)
MES	1305	30	30	15
Cyanures	1084	0,1	0,1	0,05
Fluorures	7073	15	15	7,5
Nitrites	1339	1	1	0,5
Phosphate	1349	10	10	5
DQO	1314	150	150	75
HC totaux	9969	5	5	2,5
Métaux totaux	9918	15	15	7,5
Chrome VI	1371	0,1	0,1	0,05
Chrome III	5871	3	3	1,5

Cd	1388	0,2	0,2	0,1
Ni	1386	2	5	1
Cu	1392	2	2	1
Zn	1383	5	5	2,5
Fe	1393	5	5	2,5
Al	1370	5	5	2,5
Pb	1382	1	1	0,5
Sn	1380	2	2	1

**Constats :**

L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de contrôle, daté du 29/08/23, des mesures en concentration des eaux de lavage du four pyrolyse.

Les résultats des paramètres mesurés lors de ce contrôle indiquent des valeurs inférieures aux valeurs limites d'émission (VLE) prévues par l'AP du 24/09/15. Il y a toutefois une incertitude sur la quantité de chrome VI mesurée, celle-ci étant indiquée inférieure à 10mg/l, ce qui est trop imprécis pour s'assurer qu'elle ne dépasse par la VLE de 0,1 mg/l (limite de quantification supérieure à la VLE). La quantité de chrome III et en métaux totaux n'ont quant à elles pas été mesurées.

Concernant le poste de dégraissage à la déoxydine, l'exploitant informe l'inspection qu'il n'est plus utilisé, et qu'en conséquence il n'y a plus de rejet aqueux en sortie de ce procédé.

Conclusion :

l'exploitant doit demander au laboratoire qui contrôle les effluents aqueux de mesurer précisément les quantités de chrome VI, III, et totaux rejetés, ceci afin de vérifier si elles dépassent les VLE (limite de quantification inférieure à la valeur limite prévue par l'AP).

De plus, les prescriptions de son arrêté préfectoral du 24/09/15 relatives au programme de surveillance des rejets aqueux (paramètre, fréquence, points de rejets, ...) pourront être modifiées en fonction des éléments et arguments apportés au sein du PAC (cf point de contrôle n°1) .

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 17 : Numérotation/dénomination des conduits de rejets polluants atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, pollution atmosphérique

**Prescription contrôlée :**

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Générateur d'air chaud	348 kW	Gaz	
2	Four pyrolyse P19		Gaz	
3	Générateur d'air chaud	348 kW	Gaz	
4	Grenailleuse P21			
5	Grenailleuse P22			
6	Générateur d'air chaud	522 kW	Gaz	
7	Fours étuves P13-P15			
8	Peinture P8 + laquage P33			
8 bis	Peinture P8 bis			
9	Armoire peinture			
10	Peinture au tonneau			
11	Four tunnel P18		Gaz	
12	Numéro de conduit non existant			
13	TS M13 dépôt résine			
14	TS X5 centrifugeuse P14			
15	TS X5 entrée étuve P15			
16	TS X5 étuve P16			
17	TS X5 sortie étuve P17			
18	Grenailleuse P6 + P35 décapage chimique (surtec)			
19	Chaîne de poudrage P29			
20	Chaîne de poudrage P30			
21	Numéro de conduit non existant			
22	Chaîne de poudrage P32			
23	Chaîne de poudrage P37			
24	Générateur d'air chaud	128 kW	Gaz	
25	Chaudière (chaudières)	1900 kW	Gaz	
26	Chaudière (chaudière x2)	759 kW + 291 kW	Gaz	

#### Constats :

Lors de la vérification de la concordance des numéros de conduits aux installations, il a été constaté que celle-ci ne correspond plus à celle définie par l'article 3.2.2. de l'AP du 24/09/15.

#### Conclusion :

l'exploitant doit mettre à jour son tableau listant les numéros de l'ensemble des conduits de rejets d'émissions atmosphériques associés aux installations auxquelles ils sont reliés. Afin de simplifier les mesures des polluants, l'exploitant est invité à raccorder lorsque cela est possible plusieurs installations sur un seul conduit. Ces modifications ainsi que la description du process rapporté aux conduits de raccordement pourront être intégrées dans le futur PAC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 18 : Fréquences des mesures d'autosurveillance des rejets des polluants atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 9.2.1.1.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, pollution atmosphérique

#### Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Conduit N°	Paramètres	Fréquence de surveillance	Méthode de mesure
2	Tous les paramètres visés à l'article 3.2.4	Tous les ans par un laboratoire agréé	3 x ½ heures dans des conditions représentatives de l'exploitation
1, 3, 5, 6, 24 à 26 <sup>(1)</sup>		Tous les 2 ans par un laboratoire	

Conduit N°	Paramètres	Fréquence de surveillance	Méthode de mesure
		agréé	
4, 5, 18		Tous les 3 ans par un laboratoire agréé	
7 à 11, 19, 2, 22, 23			
13 à 17			

**Constats :**

D’après les éléments que l’exploitant présente à l’inspection en salle, il ressort que les derniers contrôles des rejets atmosphériques ont été réalisés de la manière suivante :

- en 2021 : pyrolyse, chaufferie et process ;
- en 2022 : pyrolyse
- en 2023 : pyrolyse et chauffage.

Ainsi, les fréquences de contrôle sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suites

N° 19 : Valeurs limites des concentrations de rejet des polluants atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.4										
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique										
<b>Prescription contrôlée :</b>										
Concentration instantanée en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits									
	n° 1, 3, 6, 24 à 26	n° 2	n° 4,5	n° 18	n° 7	n° 8, 8bis, 9,10	n° 11	n° 19, 20,22, 23	n° 13, 14,16	n° 15, 17
	Chaudière 2910	TT 2566	Grenaillage 2575		Peinture 2940				TS Xylan 2564	
Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	3%	3%	/	/	/	/	3%	/	/	/
Poussières	5	10	20	20	10	10	10	10	10	10
SO <sub>2</sub>	35	35	/	/	/	/	35	/	/	/
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100	70	/	/	/	/	20	/	70	70
COV Non Méthaniques (limite exprimée en carbone total)	/	/	/	10	100	100	10	50	75	20
Acidité totale exprimé en H+	/	0,5	/	/	/	/	/	/	/	/
HF exprimé en F	/	5	/	/	/	/	/	/	/	/
Cr Total	/	1	/	/	/	/	/	/	/	/
Cr VI	/	0,1	/	/	/	/	/	/	/	/
CN	/	1	/	/	/	/	/	/	/	/
Alcalins, exprimé en OH	/	10	/	/	/	/	/	/	/	/

<b>Constats :</b>  L'exploitant présente à l'inspection les rapports de mesures des concentrations des paramètres de polluants présents dans les rejets atmosphériques de l'exploitation suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>rapport du 04/12/2023 portant sur les chaudières des bâtiments logistique (conduit n°6), du bâtiment A prod nord (conduit n°1), bâtiment A prod sud (conduit n°3), bâtiment C RER (conduit n°24), bâtiment E logistique (conduit n°25) ainsi que sur le four pyrolyse (conduit n°2)</li> </ul>
---

- rapport d'août 2021 portant sur les armoires peintures (conduit n°9), les installations P11 (conduits n°8 ou 8bis), P12 (conduits n°8 ou 8bis), P28 (conduit n°19), P30 (conduit n°20), P32 (conduit n°22), P37 (conduit n°23), P13P14 (conduit n°7), le four pyrolyse (conduit n°2), le tonneau (conduit n°10), la sableuse P22 (conduit n°5), la cuve Xylan (conduit n°14), la partie four Xylan (conduits n°15 et 16, unique conduit en réalité), sorties de pièces (conduit n°17).

Le rapport de 2023 relève les dépassements suivants :

- conduits n°6 et 24 : NOx,
- conduit n°2 : Nox, HF, H+ (teneur de 19,9 mg/Nm3 pour une VLE à 0,5 mg/Nm3), Cr totaux (teneur de 1,715 mg/Nm3 pour une VLE à 1 mg/Nm3).

Le rapport de 2021 relève les dépassements suivants :

- conduit n°2 : Nox (teneur de 152 mg/Nm3 pour une VLE à 70 mg/Nm3).

Selon ce rapport, la concentration en Cr VI et en CN n'est pas mesurée au niveau du conduit n°2.

L'exploitant précise que les rapports de contrôle des mesures des polluants atmosphériques sont transmis au service maintenance afin qu'il affine, le cas échéant, les réglages des brûleurs dans le but de réduire les polluants dont les valeurs ont été mesurées comme trop importantes.

#### Conclusion :

Les derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques font apparaître des dépassements.

l'exploitant doit rechercher les causes de ces dépassements de paramètres – qui semblent réguliers pour les oxydes d'azote notamment - et trouver des moyens pour les corriger. Il transmet à l'inspection les résultats de ses recherches et de ses propositions d'amélioration.

L'exploitant demande au bureau de contrôle de mesurer tous les polluants tels que prévu à l'article 3.2.4. de son AP du 24/09/15.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 20 : État cheminée du four pyrolyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 8.1.3.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, pollution atmosphérique

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

#### **Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la trappe permettant de faire les mesures sur la cheminée d'extraction des émissions atmosphériques du four à pyrolyse n'était pas correctement refermée.

#### Conclusion :

l'exploitant refixe ou répare la trappe. Il transmet la photo de la cheminée réparée à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 21 : état de la cheminée d'extraction du dégraissage lessiviel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 8.1.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'inspection constate que la portion de cheminée, située dans l'atelier, d'extraction des effluents atmosphériques de la machine de dégraissage lessiviel présente d'importantes traces de corrosion et de coulures. Cet aspect détérioré du conduit de cheminée apporte un doute sur son état d'étanchéité et donc sur la diffusion au sein de l'atelier de polluants. <u>Conclusion :</u> L'exploitant doit soit s'assurer que ces traces de corrosion et de coulures au niveau de la cheminée associée à la machine dégraissage n'affectent ni le process de son exploitation, ni occasionne des risques accidentels ou de risques environnementaux, notamment pour les personnels travaillant dans l'atelier, soit remplacer la partie de la cheminée détériorée. L'exploitant transmet ses éléments de conclusion à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 22 : Contenant de solvant ouvert dans l'atelier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, une forte odeur de solvant a attiré l'attention de l'inspection lors de son passage à proximité de la zone d'utilisation du Xylan (produit à phrase de risque H351). L'inspection a identifié un petit contenant ouvert et entreposé sur le sol (voir annexe photographique à la fin de ce rapport). L'inspection n'a pas identifié de système de captation particulier pour ce contenant.  L'exploitant a confirmé à l'inspection que l'utilisation de ce solvant est normalement très contrôlée (accès limité et sécurisé, pictogramme affiché, confinement du produit dans le process, ...) et que ce pot aurait dû être fermé à l'aide son couvercle.  <u>Conclusion :</u> <u>La manipulation et la maîtrise des émanations de Xylan ne sont pas totalement maîtrisées.</u> L'exploitant referme systématiquement les contenants de solvants après leur utilisation et veille à l'adaptation du système de captation, ceci afin d'éviter une émission de COV au sein de l'atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 23 : plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, schéma de maîtrise des COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV. Ce schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation considérée ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses telles que définies dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.  L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.  Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.  La quantité annuelle de solvant utilisée est limitée à 15 t/an. Le flux des émissions diffuses ne doit pas dépasser la valeur limite de 15 % de la quantité annuelle de solvant utilisée.</p>
<p><b>Constats :</b>    L'exploitant informe l'inspection ne pas avoir réalisé, en raison d'un manque de temps, de plans de gestion des solvants depuis deux années.</p> <p><u>Conclusion :</u>  l'exploitant doit réaliser chaque année un plan de gestion des solvants. Il doit transmettre, via GERE, avant la fin mars de chaque année, comme le prévoit son AP, ce plan à l'inspection et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 24 : stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 5.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p><b>Constats :</b>    Lors de la visite du site, l'inspection a constaté au niveau de l'aire extérieure de stockage des déchets la présence d'un GRV contenant des eaux souillées entreposé dans un contenant dépourvu de rétention.</p> <p><u>Conclusion :</u>  l'exploitant installe une rétention sous ce contenant. Il s'assure en outre que tous ses déchets</p>

liquides sont entreposés sur rétention, même en cas de stockage temporaire. L'exploitant transmet à l'inspection la photo du contenant et de sa rétention adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 25 : aire de stockage des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2015, article 5.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate que la zone sur laquelle sont stockés les déchets dangereux de l'exploitation possède une dalle en bon état. L'exploitant confirme à l'inspection que la réfection de cette dalle est très récente. L'inspection constate également la présence d'absorbeur et d'un kit d'urgence utilisable en cas d'épandage accidentel.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches, en bon état, et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## Annexe 1 : planche photographique

Point de contrôle n°22 : pot de Xylan non fermé et dégageant une forte odeur de solvant

